

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE
 [2013/204054]

**Sélection comparative de calltaker 112 Flandre,
 néerlandophones**

La sélection comparative de calltaker 112 Flandre (m/f) (niveau C), néerlandophones, pour le SPF Intérieur (ANG13012) a été clôturée le 1^{er} juillet 2013.

Le nombre de lauréats s'élève à 58.

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID
 [2013/204054]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige
 calltakers 112 Vlaanderen**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige calltakers 112 Vlaanderen (m/v) (niveau C) voor de FOD Binnenlandse Zaken (ANG13012) werd afgesloten op 1 juli 2013.

Er zijn 58 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS
 [2013/43007]

**Indices du prix de revient du transport professionnel
 de personnes par route (services occasionnels)**

Le Service public fédéral Mobilité et Transports communique ci-après les indices du prix de revient du transport professionnel de personnes par route (services occasionnels) pour le mois de juillet 2013 (indices sur la base 100 = 31 décembre 2006) :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER
 [2013/43007]

**Indexcijfers van de kostprijs
 van het beroepspersonenvervoer over de weg (ongeregeld vervoer)**

De Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer deelt hierna de indexcijfers van de kostprijs van het beroepspersonenvervoer over de weg mede (ongeregeld vervoer) voor de maand juli 2013 (indices met basis 100 = 31 december 2006) :

	Indices juillet 2013	Moyenne mobile 3 mois		Indexcijfers juli 2013	Voortschrijdend gemiddelde 3 maanden
Tourisme d'un jour	118,39	118,72	Dagtoerisme	118,39	118,72
Séjour international de max. six jours	115,49	115,74	Internationale verblijfsreis max. zes dagen	115,49	115,74
Séjour international de plus de six jours	125,29	125,62	Internationale verblijfsreis meer dan zes dagen	125,29	125,62
Navette internationale	122,70	123,40	Internationale pendel	122,70	123,40
Voyage sports d'hiver	124,02	124,18	Skireis	124,02	124,18
Tourisme réceptif de douze jours	127,94	128,26	Receptief toerisme twaalf dagen	127,94	128,26

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
 SECURITE SOCIALE**
 [C - 2013/00401]

Circulaire. — Application de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 déterminant les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province,

La présente circulaire est destinée aux autorités disposant d'un service d'incendie ainsi qu'aux prézones et aux zones de secours.

L'arrêté royal du 10 novembre 2012 déterminant les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats applique un principe majeur de la réforme de la sécurité civile, à savoir celui de l'aide adéquate la plus rapide.

Par la présente, j'entends vous fournir les informations nécessaires relatives aux dispositions de l'arrêté concerné.

La présente circulaire remplace les circulaires du 9 août 2007 relative à l'organisation des secours selon le principe de l'aide adéquate la plus rapide et du 1^{er} février 2008 complétant la circulaire du 9 août 2007 relative à l'organisation des secours selon le principe de l'aide adéquate la plus rapide. Certains principes de ces circulaires sont repris dans la présente circulaire, parce qu'ils restent d'application pendant la période de transition, qui s'achèvera le 31 décembre 2017 (cf. point 3 infra).

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
 SOCIALE ZEKERHEID**
 [C - 2013/00401]

Omzendbrief. — Toepassing van het koninklijk besluit van 10 november 2012 tot vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Deze omzendbrief is bestemd zowel voor de overheden die over een brandweerdienst beschikken alsook voor de prezones en hulpverleningszones.

Het koninklijk besluit van 10 november 2012 tot vaststelling van de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen regelt een belangrijk principe van de hervorming van de civiele veiligheid, namelijk dat van de snelste adequate hulp.

Met deze omzendbrief wil ik u de nodige uitleg verschaffen bij de bepalingen van het betreffende besluit.

Deze omzendbrief vervangt de omzendbrieven van 9 augustus 2007 betreffende de organisatie van de hulpverlening volgens het principe van de snelste adequate hulp en 1 februari 2008 ter aanvulling van de omzendbrief van 9 augustus 2007 betreffende de organisatie van de hulpverlening volgens het principe van de snelste adequate hulp. Een aantal principes uit deze omzendbrieven worden in deze omzendbrief hernomen, omdat zij van toepassing blijven gedurende de overgangperiode, die loopt tot 31 december 2017 (zie hieronder punt 3).

1. Terminologie

La loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile définit l'aide adéquate la plus rapide comme "les services opérationnels qui peuvent, avec les moyens adéquats, être sur les lieux d'une intervention dans le délai le plus court".

La loi du 15 mai 2007 définit les moyens adéquats comme "l'engagement minimum en personnel et en matériel nécessaire pour assurer une mission opérationnelle de qualité tout en garantissant un niveau de sécurité suffisant du personnel intervenant".

L'arrêté royal du 10 novembre 2012 détermine les moyens minimaux adéquats, c'est-à-dire l'engagement minimum en matériel et en personnel pour assurer une aide opérationnelle adéquate.

D'autres normes et obligations peuvent également s'appliquer pour déterminer le personnel et le matériel intervenant, comme par exemple, la législation relative au bien-être au travail. Le personnel d'intervention est en effet équipé des moyens de protection individuelle nécessaires et est apte et formé à les utiliser. De même, la fonction de "plotter/homme de sécurité", qui veille à la sécurité du travail du personnel intervenant, peut être prévue.

2. L'application de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 par les futures zones de secours

A. Domaine d'application

L'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 ne constitue pas une énumération exhaustive des missions légales des zones, mais reprend seulement les missions urgentes pour lesquelles le principe de l'aide adéquate la plus rapide est d'application. A côté de ces missions urgentes, il existe également certaines interventions non urgentes qui font partie des missions des zones. En outre, cet arrêté ne régit pas la mission légale de l'aide médicale urgente.

B. Moyens minimaux adéquats

Les moyens minimaux adéquats sont énumérés par type d'intervention dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 10 novembre 2012.

L'effectif minimal des véhicules visé à l'annexe 1^{re}, est expliqué plus en détail à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012.

La future zone de secours, ci-après dénommée la zone, disposera elle-même des moyens minimaux adéquats prévus à l'annexe 1^{re}. Ces moyens minimaux adéquats sont considérés comme un minimum absolu qui doit être disponible dans le réseau de postes de la zone.

La zone peut toujours compléter ces moyens, mais ne peut pas y déroger, sauf en application du seul article 6.

Les moyens adéquats sont toujours envoyés automatiquement et immédiatement.

L'envoi automatique de ces moyens adéquats n'entrave en rien les compétences du dispatching et du chef des opérations. En fonction de la gravité de la situation, ceux-ci peuvent toujours appeler en renfort des moyens supplémentaires ou démobiliser des moyens excédentaires. En effet, les moyens prévus visent à garantir un départ de base pour les interventions visées à l'annexe 1^{re}, mais il est toujours possible de renforcer ou de réduire ces moyens en fonction des circonstances concrètes de l'intervention, constatées lors de la première reconnaissance sur le lieu de l'intervention.

C. Moyens minimaux adéquats en fonction de la présence d'un risque spécifique

La zone prévoit un ou plusieurs camions-citernes pour les interventions incendie dans les secteurs où l'approvisionnement en eau est insuffisant en fonction de l'analyse opérationnelle des risques. L'équipage des camions-citernes comporte 2 personnes, comme prévu à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012.

Lors d'interventions sur de grands axes routiers et sur chaque voie publique pour laquelle l'analyse des risques dans le cadre du bien-être au travail en révèle la nécessité, un véhicule de balisage distinct est présent pour assurer la sécurité du personnel d'intervention.

Conformément à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012, du personnel supplémentaire est prévu pour le véhicule de balisage. Ce dernier se rend sur place, avec un effectif de 2 personnes. La zone pourra bien évidemment toujours ajouter du personnel d'intervention si nécessaire.

La zone pourra remplacer l'autopompe multifonctionnelle par une autopompe feux de forêts ou de type "rural" si l'analyse opérationnelle des risques indique que le risque d'incendie de forêt ou de bruyère ou le risque de difficulté d'accessibilité au lieu d'intervention est présent sur son territoire.

Le même principe vaut pour la mobilisation d'un camion-citerne, qui peut être remplacé par un camion-citerne feu de forêt avec le même effectif.

1. Terminologie

De snelste adequate hulp wordt in de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid gedefinieerd als "de operationele diensten die het snelst op de plaats van de interventie kunnen zijn met de adequate middelen".

De adequate middelen worden in de wet van 15 mei 2007 gedefinieerd als "de minimale inzet van personeel en materieel nodig voor het kwaliteitsvol uitvoeren van de opdrachten en het garanderen van een voldoende veiligheidsniveau van het interventiepersoneel".

Het koninklijk besluit van 10 november 2012 bepaalt de minimale adequate middelen, namelijk de minimale inzet in personeel en materieel om een adequate hulpverlening te garanderen.

Andere normen en verplichtingen kunnen echter ook nog van toepassing zijn om het interventiepersoneel en -materieel te bepalen, zoals bijvoorbeeld de wetgeving inzake welzijn op het werk. Het interventiepersoneel is immers uitgerust met de nodige persoonlijke beschermingsmiddelen en is geschikt en opgeleid om ze te gebruiken. In hetzelfde kader kan de functie van "plotter/veiligheidsman" die toeziet op de arbeidsveiligheid van het interveniërend personeel, voorzien worden.

2. De toepassing van het koninklijk besluit van 10 november 2012 door de toekomstige hulpverleningszones

A. Toepassingsgebied

De bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 10 november 2012 vormt geen exhaustieve opsomming van de wettelijke opdrachten van de zones, maar bevat enkel de dringende interventies waarop het principe van de snelste adequate hulp van toepassing is. Naast deze dringende interventies, zijn er immers ook nog een aantal niet-dringende interventies die tot het takenpakket van de zones behoren. Ook wordt de wettelijke opdracht dringende geneeskundige hulpverlening niet in dit besluit behandeld.

B. Minimale adequate middelen

De minimale adequate middelen worden per interventietype opgesomd in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 10 november 2012.

De minimale personeelsbezetting van de voertuigen vermeld in bijlage 1, wordt nader verklaard in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 10 november 2012.

De toekomstige hulpverleningszone, hierna de zone genoemd, zal zelf beschikken over de minimale adequate middelen bepaald in bijlage 1. Deze minimale adequate middelen worden beschouwd als een absoluut minimum dat aanwezig moet zijn in het netwerk van posten binnen de zone.

De zone kan deze middelen steeds aanvullen, maar kan er niet van afwijken, tenzij met toepassing van artikel 6.

De adequate middelen worden steeds automatisch en onmiddellijk gestuurd.

Het automatisch uitsturen van deze adequate middelen vormt geen belemmering voor de bevoegdheden van de dispatching en de leider van de operaties. Deze kunnen nog steeds, in functie van de ernst van de situatie, bijkomende middelen oproepen ter versterking of overbodige middelen terugsturen. De voorziene middelen zijn immers bedoeld om een basisuitruk te garanderen voor de interventies bedoeld in bijlage 1, maar het is steeds mogelijk op- of af te schalen naargelang de concrete omstandigheden van de interventie, vastgesteld tijdens de eerste verkenning op de plaats van de interventie.

C. Minimale adequate middelen afhankelijk van aanwezigheid van een welbepaald risico

De zone voorziet een of meerdere tankwagens voor brandinterventies in gebieden waar volgens de operationele risicoanalyse onvoldoende watervoorraden aanwezig zijn. De tankwagen moet bemand zijn door 2 personen, zoals bepaald in bijlage 2 van het koninklijk besluit van 10 november 2012.

Bij interventies op grote verkeerswegen en op elke openbare weg waar de risicoanalyse welzijn op het werk uitwijst dat het nodig is, moet steeds een apart signalisatievoertuig aanwezig zijn om de veiligheid van het interventiepersoneel te verzekeren.

Er wordt, overeenkomstig bijlage 2 van het koninklijk besluit van 10 november 2012, bijkomend personeel voorzien voor het signalisatievoertuig. Het signalisatievoertuig begeeft zich ter plaatse, bemand door 2 personen. De zone zal uiteraard altijd interventiepersoneel kunnen toevoegen wanneer dat nodig blijkt.

De zone zal één bosbrandwagen of een autopomp van het type "landelijk" kunnen voorzien in plaats van een multifunctionele autopomp ingeval de operationele risicoanalyse uitwijst dat het risico op bos- of heidebrand of op moeilijke bereikbaarheid van de plaats van de interventie aanwezig is op haar grondgebied.

Hetzelfde principe geldt voor de inzet van een tankwagen, die kan vervangen worden door een bosbrandtankwagen met dezelfde bezetting.

Dans le cas de l'autopompe feu de forêt ou de type "rural", l'effectif minimal est de 3 personnes, car une autopompe de ce type ne possède que 3 sièges.

D. Effectifs minimaux et exception

Pour chaque intervention pour laquelle l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 prévoit une autopompe avec 6 membres d'équipage, ces 6 membres d'équipage partent vers les lieux de l'intervention au même moment. Ce nombre revêt une importance capitale pour la sécurité du personnel d'intervention et l'application des procédures opérationnelles standardisées.

L'effectif de 6 pompiers pour le premier départ est composé comme suit : un chef des opérations - porteur de protections respiratoires qualifiés, un chauffeur-pompe et 4 porteurs de protections respiratoires qualifiés. Le chef des opérations est au moins sous-officier.

Il faut entendre par porteurs de protections respiratoires "qualifiés", les pompiers qui entretiennent régulièrement, et au moins une fois par an, leurs aptitudes en tant que porteur de protection respiratoire au moyen d'exercices et de formations éventuelles. Ils sont également déclarés médicalement aptes à porter la protection respiratoire. L'officier-chef de service détermine quels membres du service d'incendie peuvent être désignés soit comme porteurs de protection respiratoire qualifiés, soit comme chauffeurs-pompe, soit comme chefs des opérations - porteur de protections respiratoires qualifiés. L'officier-chef de service veille à l'entraînement et au recyclage de son personnel.

Il a été constaté que, principalement dans les zones rurales travaillant surtout avec des pompiers volontaires, un long laps de temps peut s'écouler parfois avant de pouvoir réunir 6 personnes pour le départ d'une autopompe.

Il est recommandé dans ces cas de ne pas perdre de temps pour le premier départ. Il est dès lors autorisé, dans ces cas, d'envoyer une autopompe avec 4 personnes, plutôt que d'attendre que l'occupation minimale de 6 personnes soit réalisée et risquer une évolution négative de la situation. Ce départ est toutefois conditionné au départ simultané d'une deuxième autopompe avec au moins 4 personnes d'un autre poste. J'attire expressément votre attention sur le fait que la zone ne peut pas être organisée structurellement sur la base de cette exception.

Aussi longtemps que 4 intervenants seulement sont présents sur les lieux de l'intervention, leurs actions sont limitées à celles qui seront fixées dans une procédure opérationnelle adaptée à cette situation.

Ce départ à 4 (conditionné par un autre départ à 4 d'un autre poste) est établi à l'article 6 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 qui constitue la seule exception aux dispositions de l'annexe 1^{re} de l'arrêté.

E. Délais d'intervention

La zone définit seule les temps d'intervention pour l'envoi des moyens et le pourcentage d'interventions pour lesquelles ces temps d'intervention sont atteints. Elle les définit en fonction de son analyse opérationnelle des risques.

F. Moyens adéquats spécifiques à la zone

Le plan zonal fixant les conditions de l'aide adéquate la plus rapide et les moyens adéquats est la concrétisation des dispositions de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 par la zone, adapté aux spécificités de la zone.

Le commandant de zone évalue ces moyens, les adapte et les complète en fonction de l'analyse opérationnelle des risques, de l'analyse des risques dans le cadre du bien-être au travail, des priorités du programme pluriannuel de politique générale et éventuellement des plans d'urgence et d'intervention.

L'analyse opérationnelle des risques indique quels risques sont présents sur le territoire, et dans quelle proportion. Cette analyse des risques comporte au moins les éléments suivants : la population, la densité de population et les risques récurrents et ponctuels.

Certains risques concrets sur le territoire de la zone peuvent exiger des moyens adéquats supplémentaires éventuellement spécialisés.

Par exemple, des moyens nécessaires adaptés sont prévus dans le cas de bâtiments industriels à risques chimiques élevés. L'on peut également citer l'exemple des plongeurs dans les zones comportant de nombreux plans d'eau. La zone prévoit ces moyens supplémentaires lorsque cela s'avère nécessaire ou lorsqu'un plan d'urgence et d'intervention le prévoit.

Etant donné que les zones sont très hétérogènes au niveau de leur taille, densité de population, nature rurale ou urbaine, risques, etc., il n'est pas évident de définir des minima valables pour chaque zone. Il convient dès lors de considérer ces moyens minimaux comme un minimum absolu, valable principalement pour les zones rurales. Dans les zones urbaines, la zone sera pratiquement toujours amenée à compléter ce minimum, compte tenu notamment de son analyse opérationnelle des risques et de l'analyse des risques dans le cadre du bien-être au travail.

Voor een bosbrandwagen of autopomp type "landelijk" bedraagt de minimale bezetting 3 personen, aangezien een autopomp van dat type slechts 3 zitplaatsen heeft.

D. Uitzondering op minimale personeelsbezetting

Voor elke interventie waarvoor bijlage 1 van het koninklijk besluit van 10 november 2012 een autopomp met 6 bemanningsleden voorziet, vertrekken deze 6 brandweerlieden op hetzelfde ogenblik. Dit aantal is van groot belang voor de veiligheid van het interventiepersoneel en de toepassing van de standaard operationele procedures.

De bemanning van 6 brandweerlieden voor de eerste uitruk dient als volgt te zijn samengesteld: één bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming-gekwalificeerd drager adembescherming, één chauffeur-pompbediener, en 4 gekwalificeerde dragers adembescherming. De bevelvoerder dient minstens onderofficier te zijn.

Onder " gekwalificeerde " dragers adembescherming moet worden verstaan: brandweerlieden die op regelmatige basis, en minstens jaarlijks, hun vaardigheden als drager adembescherming op peil houden via oefeningen en eventuele bijscholingen. Tevens dienen zij medisch geschikt verklaard te zijn om adembescherming te dragen. De officier-dienstchef bepaalt welke brandweerlieden hetzij als gekwalificeerde dragers adembescherming, hetzij als chauffeur-pompbediener, hetzij als bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming kunnen worden ingezet. De officier-dienstchef draagt zorg voor de bijscholing en training van zijn personeel.

Er wordt vastgesteld dat, vooral in landelijke gebieden waar vooral met vrijwillige brandweerlieden gewerkt wordt, het soms enige tijd kan duren alvorens er 6 personen kunnen worden verzameld voor het vertrek met een autopomp.

Het is in dergelijke gevallen aangewezen geen tijd te verliezen voor de eerste uitruk. Zodoende wordt toegelaten een autopomp met 4 personen te sturen, in plaats van te wachten tot de minimale bezetting van 6 volledig aanwezig is en een negatieve evolutie van de situatie te riskeren. In dergelijk geval kan dit enkel op voorwaarde dat er nog een tweede autopomp met minimum 4 personen gelijktijdig uit een andere post gestuurd wordt. Ik vestig uitdrukkelijk uw aandacht op het feit dat de zone niet structureel mag georganiseerd zijn op basis van deze uitzondering.

Zolang er slechts 4 intervenanten op de plaats van de interventie zijn, zijn hun acties beperkt tot hetgeen bepaald zal worden in een aangepaste operationele procedure, aangepast aan deze situatie.

Dit vertrek met 4 (onder de voorwaarde van een ander vertrek van 4 uit een andere post) is uitgewerkt in artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 november 2012, dat de enige uitzondering vormt op de bepalingen van bijlage 1 van dit besluit.

E. Interventietijden

De zone bepaalt zelf de interventietijden voor het sturen van de middelen en het percentage van de interventies waarvoor deze interventietijden moeten gehaald worden. Zij stelt deze vast in functie van haar operationele risicoanalyse.

F. Adequate middelen specifiek voor de zone

Het zonaal plan tot bepaling van de voorwaarden van de snelste adequate hulp en de adequate middelen vormt de concrete uitwerking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 november 2012 door de zone, aangepast aan de specifieke eigenschappen van de zone.

De zonecommandant evalueert deze middelen, past ze aan en vult ze aan in functie van de operationele risicoanalyse, de risicoanalyse in het kader van het welzijn op het werk en de prioriteiten bepaald in het meerjarenbeleidsplan en in functie van eventueel bestaande bijzondere nood- en interventieplannen.

De operationele risicoanalyse zal uitwijzen welke risico's aanwezig zijn op het grondgebied en in welke mate. Deze risicoanalyse zal minstens gebaseerd zijn op de volgende elementen: bevolking, bevolkingsdichtheid en recurrente en punctuele risico's.

Sommige concrete risico's op het grondgebied van de zone kunnen bijkomende, eventueel gespecialiseerde, adequate middelen vereisen.

Bijvoorbeeld, de nodige aangepaste middelen zijn voorzien in het geval van industriële gebouwen met grote chemische risico's. Er kan ook het voorbeeld aangehaald worden van duikers voor zones met veel open water. De zone voorziet bijkomende middelen wanneer dat nodig blijkt of wanneer dat zo voorzien is in een bijzonder nood- en interventieplan.

Gezien het feit dat de zones zeer heterogeen zijn in grootte, bevolkingsdichtheid, landelijke of stedelijke aard, risico's, enz., is het niet evident om minima te bepalen die voor elke zone valabel zijn. Deze minimale middelen moeten aldus gezien worden als een absoluut minimum dat vooral valabel is voor landelijke zones. In stedelijk gebied zal de zone deze minima bijna altijd moeten aanvullen, rekening houdend met onder meer haar operationele risicoanalyse en de risicoanalyse in het kader van het welzijn op het werk.

Il est tenu compte à ce niveau également des moyens spécialisés disponibles au sein de la protection civile, ou dans d'autres zones en vue d'une utilisation efficace des moyens existants.

En cas de collaboration avec d'autres zones ou avec la protection civile, la zone conclut des conventions écrites.

Les moyens adéquats spécifiques à la zone peuvent être envoyés par différentes zones ou par une unité opérationnelle de la protection civile, pour autant que ces dépôts se déroulent simultanément. Tel n'est pas le cas pour les moyens minimaux adéquats fixés dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 10 novembre 2012, qui constituent le minimum absolu à garantir par le ou les postes de la zone proprement dite.

Le plan prévoit également les moyens de montée en puissance lors des interventions.

Le commandant de zone évalue le plan tous les 3 ans, notamment à l'aide des statistiques d'intervention. Le plan est adapté, le cas échéant, dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 10 novembre 2012.

Pour cette évaluation et en vue de vérifier si les temps d'intervention ont été atteints dans le pourcentage prévu, la zone dispose de statistiques fiables et d'un logiciel permettant de les générer et de les stocker.

Pour la mise en œuvre et l'application efficace de son plan, la zone dispose d'un aperçu correct des disponibilités de son personnel en temps réel. A cet effet, la zone développe ou achète un système informatique central, illustrant la disponibilité en temps réel du personnel et du matériel par poste.

La zone communique son plan aux zones adjacentes en vue d'une bonne organisation des secours en cas de renfort.

Il va de soi que le plan est communiqué également au directeur du dispatching sécurité civile du service provincial compétent, visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à l'organisation du dispatching des services opérationnels de la Sécurité civile.

La zone transmet le plan à l'Inspection générale visée à l'article 168 de la loi du 15 mai 2007.

Le plan est aussi communiqué au gouverneur de province et aux gouverneurs des éventuelles provinces adjacentes à la zone, dans l'intérêt de la planification d'urgence.

G. Dispositions transitoires

La disposition transitoire visée à l'article 10 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 concerne le matériel. Elle prévoit le maintien en service durant une période déterminée de véhicules déjà achetés et qui sont encore en bon état.

La disposition transitoire visée à l'article 11 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 concerne le personnel. Pendant trois ans à dater du 7 décembre 2012, le sous-officier chef de véhicule - porteur de protections respiratoires qualifiés peut être remplacé par un caporal, chef de véhicule - porteur de protections respiratoires qualifiés, avec un niveau de formation équivalent. Dans ce cas, le commandant de zone ou son délégué désigne ces personnes au préalable. Cette disposition transitoire donne le temps nécessaire d'engager ou de promouvoir le personnel nécessaire.

H. Commentaires relatifs à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012

Il convient de lire le tableau comme suit.

Les missions urgentes sont présentées en fonction des descriptions légales ou réglementaires de ces missions.

Chaque mission est divisée en différents types d'interventions.

Ces types d'interventions sont groupés visuellement en cadres, en fonction des moyens adéquats exigés.

Les moyens minimaux adéquats pour le groupement d'interventions s'appliquent à toutes les interventions visées dans le cadre. Des moyens adéquats spécifiques sont définis par groupement d'interventions.

Exemples : pour une intervention relative à un feu de poubelle, il y a lieu de prévoir une AP 0/1/3. Pour une intervention relative à un feu de cheminée, il y a lieu de prévoir une AP 0/1/3 et une AE 0/0/2. Pour l'intervention concernant un objet menaçant de tomber sur la voie publique, il ne faut prévoir qu'une AE 0/0/2.

I. Commentaires relatifs à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012

Un binôme est une équipe de 2 pompiers engagés ensemble dans une mission opérationnelle.

Idéalement, un binôme opérationnel est composé d'un sapeur-pompier et d'un caporal. Le caporal exerce alors la fonction de chef d'équipe. En l'absence de caporal, deux sapeurs-pompiers peuvent intervenir en binôme opérationnel.

Er wordt hierbij ook rekening gehouden met de gespecialiseerde middelen die beschikbaar zijn bij de civiele bescherming of bij andere zones, met het oog op een efficiënt gebruik van de bestaande middelen.

De zone sluit schriftelijke overeenkomsten ingeval ze samenwerkt met andere zones of met de civiele bescherming.

De adequate middelen specifiek voor de zone kunnen uit verschillende zones of een operationele eenheid van de civiele bescherming gestuurd worden voor zover dat gelijktijdig gebeurt. Dit in tegenstelling tot de minimale adequate middelen bepaald in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 10 november 2012, die het absolute minimum vormen en moeten verzekerd worden door de post of posten van de zone zelf.

Het plan voorziet eveneens in de middelen voor grootschalig optreden.

De zonecommandant evalueert het plan elke 3 jaar, onder meer aan de hand van interventiestatistieken. Het plan wordt zonodig aangepast, uiteraard zonder te kunnen ingaan tegen de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 november 2012.

Voor deze evaluatie en voor het nagaan of de interventietijden in het voorziene percentage van de gevallen gehaald werden, zal de zone moeten beschikken over betrouwbare statistieken en de nodige software om deze te genereren en te bewaren.

Voor de implementatie en efficiënte toepassing van haar plan, zal de zone nood hebben aan een accuraat beeld van de beschikbaarheid in real time van haar personeel. Daartoe zal de zone een centraal informaticasysteem moeten ontwikkelen of aankopen dat de beschikbaarheid van het personeel en materieel per post, in real time weergeeft.

De zone deelt haar plan mee aan de aangrenzende zones, met het oog op een goede organisatie van de hulpverlening ingeval van versterking.

Het spreekt voor zich dat het plan ook meegedeeld wordt aan de directeur van de dispatching civiele veiligheid van de provinciaal bevoegde dienst zoals bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de dispatching van de operationele diensten van de Civiele Veiligheid.

De zone maakt het plan over aan de Algemene Inspectie bedoeld in artikel 168 van de wet van 15 mei 2007.

Het plan wordt eveneens meegedeeld aan de provinciegouverneur van de eigen provincie en de eventueel aan de zone grenzende provincies, in het belang van de noodplanning.

G. Overgangsbepalingen

De overgangsbepaling bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 november 2012 betreft het materieel. Ze voorziet het in gebruik houden gedurende een bepaalde termijn van reeds aangekochte voertuigen die nog in goede staat verkeren.

De overgangsbepaling bedoeld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 10 november 2012 betreft het personeel. Ze voorziet dat gedurende drie jaar vanaf 7 december 2012, de onderofficier-bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming kan vervangen worden door een korporaal-bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming met een gelijkwaardig niveau van opleiding. In dit geval duidt de zonecommandant of zijn afgevaardigde deze personen voorafgaand aan. Deze overgangsmaatregel moet de tijd geven om de nodige aanwervingen of bevorderingen te doen.

H. Toelichting bij bijlage 1 van het koninklijk besluit van 10 november 2012

De tabel dient als volgt gelezen te worden.

De dringende opdrachten worden onderverdeeld in de wettelijke of reglementaire omschrijving van deze opdrachten.

Elke opdracht wordt onderverdeeld in een aantal interventietypes.

Deze interventietypes worden visueel gegroepeerd in kaders, in functie van de vereiste adequate middelen.

De minimale adequate middelen voor de groep interventies zijn van toepassing op al de interventietypes bedoeld in het kader. Specifieke adequate middelen zijn bepaald per groep interventies.

Voorbeelden: voor een interventie voor brand in een vuilnisbak moet een AP 0/1/3 voorzien worden. Voor een interventie schoorsteenbrand moet een AP 0/1/3 en een LW 0/0/2 voorzien worden. Voor de interventie valgevaar voorwerp openbare plaats moet enkel een LW 0/0/2 voorzien worden.

I. Toelichting bij bijlage 2 van het koninklijk besluit van 10 november 2012

Een operationeel duo is een ploeg van 2 brandweerlieden die gezamenlijk ingezet worden in een operationele opdracht.

Idealer bestaat een operationeel duo uit een brandweerman en een korporaal. De korporaal oefent dan de functie van ploegleider uit. Bij gebrek aan een korporaal kunnen 2 brandweerlieden optreden als operationeel duo.

Il est évident qu'un sapeur-pompier porteur d'un ARI doit être formé au port d'un appareil à air comprimé et doit avoir suivi la formation et le recyclage prévus. Il en est de même pour le chauffeur-opérateur pompe qui doit être en possession d'un permis C.

3. Application de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 par les prézones et les services d'incendie actuellement

L'arrêté royal du 10 novembre 2012 est entré en vigueur le 7 décembre 2012 (dix jours après sa publication au *Moniteur belge*).

Les zones et les prézones bénéficient toutefois, en vertu de l'article 12 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012, d'une période transitoire pour la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté. Cette disposition laisse suffisamment de temps pour organiser les postes et pour prévoir le personnel et le matériel nécessaires en vue de répondre aux dispositions de l'arrêté. L'exécution des dispositions de l'arrêté est planifiée et échelonnée, en tenant compte des crédits mis à disposition par l'Etat fédéral, afin d'atteindre les normes au 1^{er} janvier 2018. Pour ce faire, il y a lieu d'établir un plan prévoyant une préparation par phases de l'application des dispositions de cet arrêté. Dans une première phase, ce sont les prézones qui rédigent un plan tel que visé à l'article 12, alinéa 2. Ce plan représente la mise en œuvre de l'article 221/1, § 2, 4^o, alinéa 2, sixième tiret, de la loi du 15 mai 2007.

Après l'entrée en vigueur des zones, celles-ci rédigeront un plan zonal en exécution de l'article 8 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012.

Cet arrêté s'applique dès lors aux actuelles prézones, créées par l'article 221/1 de la loi du 15 mai 2007, et sera d'application aux zones de secours dès leur création en vertu de l'article 220 de la loi du 15 mai 2007. L'article 13 de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 est une disposition transitoire qui adapte l'arrêté à la phase actuelle et temporaire des prézones. En effet, aucun programme pluriannuel de politique générale n'est rédigé dans le cadre des prézones. Le plan visé à l'article 12, alinéa 2, ne peut donc pas être inclus dans le programme pluriannuel, mais sera annexé au plan d'organisation opérationnelle des prézones, conformément à l'article 221/1, § 2, 4^o de la loi du 15 mai 2007.

A. Champ d'application du principe de l'aide adéquate la plus rapide

Eu égard à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 novembre 2012, le principe de l'aide adéquate la plus rapide est étendu à l'ensemble des missions urgentes figurant à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du 10 novembre 2012.

B. Définition des moyens adéquats

Pendant la période transitoire, la prézone - et plus tard, la zone - détermine les moyens adéquats dans son plan. La prézone - et plus tard, la zone - planifie l'achat de matériel et le recrutement/promotion/formation du personnel de manière à assurer l'exécution intégrale des dispositions de l'arrêté royal du 10 novembre 2012 pour le 1^{er} janvier 2018.

Dans le cadre de l'aide adéquate la plus rapide, lorsque la mission nécessite l'envoi de l'autopompe multifonctionnelle (AP0/1/5) telle que prévu à l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 10 novembre 2012, le principe de base est que chaque premier départ est assuré par au moins 6 membres du service d'incendie partant en même temps du même poste dans l'autopompe. Tous les pompiers appelés doivent se présenter au poste avant de partir en intervention. Pendant la période transitoire (jusqu'au 31 décembre 2017), si, lors du premier départ, plusieurs véhicules sont engagés, l'effectif de 6 peut être réparti sur ces véhicules, à condition qu'il y ait toujours au moins 4 pompiers dans l'autopompe.

L'effectif de 6 pompiers pour le premier départ est composé comme suit : un chef des opérations-porteur de protections respiratoires qualifiés, un chauffeur-pompe et 4 porteurs de protections respiratoires qualifiés. Le chef des opérations doit être au moins sous-officier.

Il faut entendre par porteurs de protections respiratoires "qualifiés", les pompiers qui entretiennent régulièrement, et au moins une fois par an, leurs aptitudes en tant que porteur de protection respiratoire au moyen d'exercices et de formations éventuelles. Ils sont également déclarés médicalement aptes à porter la protection respiratoire. L'officier-chef de service - et plus tard le commandant de zone ou son délégué - détermine quels membres du service d'incendie peuvent être désignés soit comme porteurs de protection respiratoire qualifiés, soit comme chauffeurs-pompe, soit comme chefs des opérations- porteur de protections respiratoires qualifiés. L'officier-chef de service - et plus tard le commandant de zone ou son délégué - veille à l'entraînement et au recyclage de son personnel.

Het spreekt voor zich dat een brandweerman-gekwalificeerd drager adembescherming moet opgeleid zijn inzake het dragen van adembescherming en de voorziene opleiding en recyclageopleiding moet gevolgd hebben. Hetzelfde geldt voor een chauffeur-pompbediener, die over een rijbewijs C moet beschikken.

3. Toepassing van het koninklijk besluit van 10 november 2012 door de huidige prezones en brandweerdiensten

Het koninklijk besluit van 10 november 2012 treedt in werking op 7 december 2012 (tien dagen na de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*).

De zones en de prezones krijgen evenwel, in uitvoering van artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 november 2012, een overgangperiode om de bepalingen van het besluit uit te voeren. Deze bepaling biedt voldoende tijd om de posten te organiseren en het benodigde personeel en materieel te voorzien om aan het besluit tegemoet te komen. De uitvoering van de bepalingen van het besluit worden gepland en gefaseerd, rekening houdend met de kredieten die door de federale Staat ter beschikking worden gesteld, om de normen te bereiken tegen 1 januari 2018. Daartoe moet een plan uitgewerkt worden dat voorziet in de gefaseerde voorbereiding van de toepassing van de bepalingen van het besluit. In een eerste fase zullen het de prezones zijn die een plan moeten opstellen zoals bedoeld in artikel 12, tweede lid. Dit plan vormt de uitwerking van artikel 221/1, § 2, 4^o, tweede lid, zesde streepje, van de wet van 15 mei 2007.

Wanneer de zones in werking treden, zullen zij een zonaal plan in uitvoering van artikel 8 van het koninklijk besluit van 10 november 2012 moeten opstellen.

Dit besluit is aldus van toepassing op de huidige prezones, opgericht bij artikel 221/1 van de wet van 15 mei 2007, en zal van toepassing zijn op de hulpverleningszones zodra zij opgericht worden krachtens artikel 220 van de wet van 15 mei 2007. Artikel 13 van het koninklijk besluit van 10 november 2012 vormt een overgangsbepaling die het besluit aanpast aan de huidige en tijdelijke fase van de prezones. In het kader van de prezones wordt immers geen meerjarenbeleidsplan opgesteld. Het plan bedoeld in artikel 12, tweede lid, kan dus niet gevoegd worden aan het meerjarenbeleidsplan, maar zal in plaats daarvan gevoegd worden aan het operationeel organisatieplan van de prezones, overeenkomstig artikel 221/1, § 2, 4^o, van de wet van 15 mei 2007.

A. Toepassingsgebied principe snelste adequate hulp

Door de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 10 november 2012 wordt het principe van de snelste adequate hulp uitgebreid tot alle dringende opdrachten opgenomen in bijlage 1 bij het besluit van 10 november 2012.

B. Bepaling van de adequate middelen

Tijdens de overgangperiode bepaalt de prezone - en later de zone - zelf in haar plan welke de adequate middelen zijn. De prezone - en later de zone - plant de aankoop van het materieel en de aanwerving/bevordering/opleiding van het personeel zodanig dat de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 november 2012 ten volle kunnen worden uitgevoerd tegen 1 januari 2018.

In het kader van de snelste adequate hulp, wanneer de opdracht het sturen van een multifunctionele autopomp (AP0/1/5) vereist zoals voorzien in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 10 november 2012, is het basisprincipe dat iedere eerste uitruk verzekerd wordt door minstens 6 brandweerlieden die gelijktijdig vanuit één en dezelfde post met een autopomp vertrekken. Alle in te zetten brandweerlieden dienen zich op de post aan te dienen alvorens te vertrekken naar de interventie. Tijdens de overgangperiode (tot 31 december 2017), ingeval er bij de eerste uitruk meerdere brandweervoertuigen worden ingezet, mogen deze 6 manschappen over deze voertuigen verdeeld worden, op voorwaarde dat de autopomp door minstens 4 brandweerlieden bemand wordt.

De bemanning van 6 brandweerlieden voor de eerste uitruk is als volgt samengesteld : één bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming, één chauffeur-pompbediener, en 4 gekwalificeerde dragers adembescherming. De bevelvoerder dient minstens onderofficier te zijn.

Onder "gekwalificeerde" dragers adembescherming moet worden verstaan : brandweerlieden die op regelmatige basis, en minstens jaarlijks, hun vaardigheden als drager adembescherming op peil houden via oefeningen en eventuele bijscholingen. Tevens zijn zij medisch geschikt verklaard om adembescherming te dragen. De officier-dienstchef bepaalt welke brandweerlieden hetzij als gekwalificeerde dragers adembescherming, hetzij als chauffeur-pompbediener, hetzij als bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming kunnen worden ingezet. De officier-dienstchef - en later de zone commandant of zijn afgevaardigde - draagt zorg voor de bijscholing en training van zijn personeel.

Pendant trois ans à dater du 7 décembre 2012, le sous-officier chef de véhicule-porteur de protections respiratoires qualifiés peut être remplacé par un caporal, chef de véhicule-porteur de protections respiratoires qualifiés, avec un niveau de formation équivalent. Dans ce cas, le chef de service désigne ces personnes au préalable. Cette disposition transitoire donne le temps nécessaire d'engager ou de promouvoir le personnel nécessaire.

Il a été constaté que, principalement dans les zones rurales travaillant surtout avec des pompiers volontaires, un long laps de temps peut s'écouler parfois avant de pouvoir réunir 6 personnes pour le départ d'une autopompe.

Il est recommandé dans ces cas de ne pas perdre de temps pour le premier départ. Il est dès lors autorisé, dans ces cas, d'envoyer une autopompe avec 4 personnes, plutôt que d'attendre que l'occupation minimale de 6 personnes soit réalisée et risquer une évolution négative de la situation. Ce départ est toutefois conditionné au départ simultané d'une deuxième autopompe avec au moins 4 personnes d'un autre poste. J'attire expressément votre attention sur le fait que la prézone - et plus tard la zone - ne peut pas être organisée structurellement sur la base cette exception.

Aussi longtemps que 4 intervenants seulement sont présents sur les lieux de l'intervention, leurs actions sont limitées à celles qui seront fixées dans une procédure opérationnelle adaptée à cette situation.

C. Double départ et convention entre le corps territorialement compétent et le corps le plus rapide

Sans préjudice de la collaboration entre postes en réseau, le principe du double départ systématique et complet du service d'incendie le plus rapide et du service d'incendie territorialement compétent, introduit en 2008 en tant que mesure expérimentale et transitoire, est abandonné et devient l'exception. Seuls les moyens réellement nécessaires devraient être envoyés.

Le double départ systématique complet des deux services d'incendie doit être évité au maximum, car il engendre des coûts importants sans qu'un meilleur niveau de prestation ne soit réalisé.

Ceci peut être réalisé par une convention signée entre la commune disposant du service d'incendie territorialement compétent et la commune disposant du service d'incendie le plus rapide. La conclusion de telles conventions constituait l'un des objectifs des prézones opérationnelles en 2010 et 2011. Pour autant qu'elles ne l'aient pas encore fait, je demande avec insistance aux prézones de veiller à la conclusion de ce type de conventions, dans l'intérêt d'une utilisation efficace et rationnelle des finances publiques.

Il revient au conseil de prézone d'éviter les doubles départs complets de chaque service d'incendie. Cet objectif est repris dans le plan zonal d'organisation opérationnelle visé à l'article 221/1, §2, 4° de la loi du 15 mai 2007. Il est préférable que les interventions menées dans le cadre de l'aide adéquate la plus rapide soient réalisées à titre gratuit, pour autant qu'elles donnent lieu à une réciprocité. En l'absence d'équilibre entre le nombre d'interventions exécutées par le service d'incendie le plus rapide et le service d'incendie territorialement compétent sur leurs territoires respectifs, il est recommandé et légitime de conclure une convention à titre onéreux, permettant une compensation financière des interventions. En effet, le principe de l'aide adéquate la plus rapide ne peut pas entraîner une situation où les communes répercutent systématiquement le coût de la protection d'une partie de leur territoire sur d'autres autorités.

D. Direction des opérations

Dans l'attente de l'entrée en vigueur des zones, la réglementation actuelle relative à la direction des opérations reste d'application. Il s'agit de l'article 14 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, l'organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie et de l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention.

E. Détermination du temps de sortie pour la désignation du corps le plus rapide et fiches d'évaluation

Par temps de sortie, on entend le délai écoulé entre la réception de la demande de secours et le départ de la première équipe de secours au complet.

Les prézones poursuivent la collecte des données statistiques relatives au temps de sortie de chaque poste. Tant qu'on ne dispose pas de données statistiques précises ou que les chefs de service n'ont pas transmis de temps de sortie motivés, il faut partir d'un temps de sortie de 2 minutes pour un poste avec permanence et d'un temps de sortie de 5 minutes pour un poste sans permanence. Il n'est question de permanence que lorsque, dans le poste considéré, au moins 6 personnes sont disponibles pour un premier départ, chef des opérations y compris.

F. Echange d'informations et secours interzonaux et interprovinciaux

Gedurende drie jaar te rekenen vanaf 7 december 2012 kan de onderofficier bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming vervangen worden door een korporaal bevelvoerder-gekwalificeerd drager adembescherming met een gelijkwaardig opleidingsniveau. In dat geval duidt de dienstchef deze personen op voorhand aan. Deze overgangsbepaling biedt de tijd die noodzakelijk is om het nodige personeel aan te werven of te bevorderen.

Er wordt vastgesteld dat, vooral in landelijke gebieden waar vooral met vrijwillige brandweerlieden gewerkt wordt, het soms enige tijd kan duren alvorens er 6 personen kunnen worden verzameld voor het vertrek met een autopomp.

Het is in dergelijke gevallen aangewezen geen tijd te verliezen voor de eerste uitruk. Zodoende wordt toegelaten een autopomp met 4 personen te sturen, in plaats van te wachten tot de minimale bezetting van 6 volledig aanwezig is en een negatieve evolutie van de situatie te riskeren. In dergelijk geval kan dit enkel op voorwaarde dat er nog een tweede autopomp met minimum 4 personen gelijktijdig uit een andere post gestuurd wordt. Ik vestig uitdrukkelijk uw aandacht op het feit dat de zone niet structureel mag georganiseerd zijn op basis van deze uitzondering.

Zolang er slechts 4 intervenanten op de plaats van de interventie zijn, zijn hun acties beperkt tot hetgeen bepaald zal worden in een aangepaste operationele procedure, aangepast aan deze situatie.

C. Dubbele uitruk en overeenkomst tussen territoriaal bevoegde en snelste corps

Zonder afbreuk te doen aan de samenwerking tussen posten in een netwerk, wordt het principe van de systematische dubbele en volledige uitruk van het territoriaal bevoegde en het snelste brandweerkorps, dat in 2008 ingevoerd werd als test en overgangsmaatregel, verlaten en wordt het de uitzondering. Enkel de werkelijk noodzakelijke middelen zouden moeten worden gestuurd.

De systematische dubbele en volledige uitruk van twee brandweerkorpsen moet maximaal vermeden worden, aangezien dit belangrijke kosten veroorzaakt zonder dat een beter prestatieniveau wordt gerealiseerd.

Dit kan verwezenlijkt worden door het sluiten van een overeenkomst tussen de gemeente van het territoriaal bevoegde korps en de gemeente van het snelste korps. Het sluiten van dergelijke overeenkomsten vormde één van de doelstellingen van de operationele prezones in 2010 en 2011. Voor zover dat nog niet gebeurd is, vraag ik met aandrang aan de prezones om toe te zien op het sluiten van dergelijke overeenkomsten, in het belang van het efficiënt en rationeel gebruik van publieke geldmiddelen.

Het komt aan de prezoneraad toe om de dubbele uitrukken van ieder brandweerkorps te vermijden. Dit doel is opgenomen in het zonaal operationeel organisatieplan bedoeld in artikel 221/1, § 2, 4°, van de wet van 15 mei 2007. Het verdient de voorkeur dat de interventies uitgevoerd in het kader van de snelste adequate hulp, gratis uitgevoerd worden voor zover dit leidt tot wederzijdse hulp. Wanneer er geen evenwicht is tussen het aantal interventies uitgevoerd door het snelste en het territoriaal bevoegde brandweerkorps op elkaars respectievelijke grondgebied, is het aangewezen en billijk een overeenkomst ten bezwarende titel te sluiten, die toelaat om de interventies financieel te compenseren. Het principe van de snelste adequate hulp mag er immers niet toe leiden dat gemeenten de kost van de bescherming van een deel van hun grondgebied systematisch afwentelen op andere overheden.

D. Leiding van de operaties

In afwachting van de inwerkingtreding van de zones, blijft de bestaande reglementering inzake de leiding van de operaties van toepassing. Het betreft artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand en het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen.

E. Bepalen van de uitruktijd voor het aanduiden van het snelste corps en evaluatiefiches

Om de uitruktijd wordt verstaan het tijdsverloop tussen de ontvangst van een melding en het vertrek van de voltallige ploeg voor eerste uitruk.

De prezones gaan verder met het verzamelen van statistische gegevens over de uitruktijd van elke post. Zolang precieze statistische gegevens niet beschikbaar zijn of de dienstchefs geen gemotiveerde uitruktijden hebben overgemaakt, moet er worden uitgegaan van een uitruktijd van 2 minuten voor een post waar een permanentie wordt verzekerd en een uitruktijd van 5 minuten voor een post waar geen permanentie is voorzien. Van permanentie is slechts sprake wanneer in de beschouwde post minstens 6 manschappen ter beschikking zijn voor een eerste uitruk, bevelvoerder inbegrepen.

F. Interzonale en interprovinciale informatie-uitwisseling en hulpverlening

La prézone est tenue de préparer le fonctionnement des zones de secours et est chargée de la coordination du fonctionnement opérationnel de la prézone. Cette dernière assure dès lors l'échange d'informations entre les services d'incendie de la prézone et entre les différentes prézones dans et au-delà des frontières provinciales. Pour ce faire, le service d'incendie territorialement compétent est tenu de transmettre une copie de toutes les informations nécessaires disponibles, telles que les plans en matière d'alimentation en eau, les plans préalables d'intervention et les plans d'urgence et d'intervention.

4. Rôle des centres 100/112

Le centre 100/112 de votre province continue à gérer les appels dans le cadre de l'aide adéquate la plus rapide. Cette tâche n'est dès lors pas transférée au niveau (pré)zonal. En d'autres termes, les différentes communes, prézones ou zones qui concluent des conventions sont tenues d'informer directement les centres 100/112 concernés des accords conclus.

Lorsqu'un appel relatif à une intervention dans le cadre de l'aide adéquate la plus rapide aboutit dans un centre 100/112 pour lequel le lieu d'intervention et le service d'incendie qui doit se mobiliser se situent dans la même province que le centre 100/112, cet appel est traité dans sa propre province.

Deux autres situations peuvent également se produire :

1. La situation dans laquelle le centre 100/112 devra envoyer, pour une intervention sur le territoire de sa propre province, les moyens d'un service d'incendie d'une autre province afin d'assurer l'aide adéquate la plus rapide.

2. La situation dans laquelle le centre 100/112 reçoit un appel pour lequel il n'est pas territorialement compétent.

Dans ces deux situations, le centre 100/112 qui a reçu l'appel contactera directement le service d'incendie le plus rapide et disposant des moyens adéquats, même si celui-ci se situe dans une autre province. Le centre 100/112 qui a reçu l'appel contactera ensuite le service d'incendie territorialement compétent et le centre 100/112 de la province voisine.

Lorsqu'un appel concernant une intervention dans le cadre de l'aide adéquate la plus rapide aboutit directement au sein d'un service d'incendie, ce dernier est tenu de transférer l'appel au numéro d'urgence 100/112. Le centre 100 compétent pourra ainsi utiliser le questionnaire adéquat et mobiliser le service d'incendie le plus rapide et disposant des moyens adéquats.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

De prezone moet de werking van de hulpverleningszones voorbereiden en is belast met de coördinatie van de operationele werking van de prezone. De prezone moet aldus instaan voor de informatie-uitwisseling tussen de brandweerkorpsen van de prezone en tussen de verschillende prezones binnen en over de provinciegrenzen. Daartoe moet het territoriaal bevoegde brandweerkorps een kopie overmaken van alle beschikbare nuttige informatie, zoals de plannen inzake de watervoorraden, de voorafgaande interventieplannen en de nood- en interventieplannen.

4. Rol van de 100/112-centra

Het 100/112-centrum van uw provincie blijft de oproepen in het kader van de snelste adequate hulp beheren. Deze taak wordt dus niet doorgeschoven naar het (pre)zonale niveau. Dit betekent dat de verschillende gemeenten, prezones of zones die overeenkomsten afsluiten onmiddellijk de betrokken 100/112-centra op de hoogte moeten houden van de gemaakte afspraken.

Wanneer een oproep voor een interventie in het kader van de snelste adequate hulp bij een 100/112-centrum binnenkomt waarvoor de plaats van interventie en de brandweerpost die dient uit te rukken in dezelfde provincie als het 100/112-centrum liggen, wordt de oproep binnen de eigen provincie afgehandeld.

Er kunnen zich ook twee andere situaties voordoen:

1. De situatie waar het 100/112-centrum voor de verzekering van de snelste adequate hulp voor een interventie op het grondgebied van de eigen provincie, een beroep moet doen op de middelen van een korps uit een andere provincie.

2. De situatie waar het 100/112-centrum een oproep ontvangt waarvoor het territoriaal niet bevoegd is.

In beide situaties alarmeert het 100/112-centrum dat de oproep heeft ontvangen, direct het snelst adequaat uitgeruste korps, zelfs al is dit een korps uit een andere provincie. Vervolgens brengt het 100/112-centrum dat de oproep heeft ontvangen het territoriaal bevoegde korps en daarna ook het 100/112-centrum van de andere naburige provincie op de hoogte.

Wanneer een oproep voor een interventie in het kader van de snelste adequate hulp rechtstreeks bij een brandweerkorps binnenkomt, dient het brandweerkorps de oproep door te verwijzen naar het noodnummer 100/112. Zo kan het bevoegde 100-centrum een correcte bevraging doen en de juiste middelen van het snelst adequaat uitgeruste korps ter plaatse sturen.

Met de meeste hoogachting,

Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2013/204065]

Pouvoir judiciaire

Cour d'appel de Liège

Par ordonnance du 19 mars 2013, M. Cavenaile, P., a été désigné par le premier président de la cour d'appel de Liège pour exercer, à partir du 1^{er} août 2013, les fonctions de magistrat suppléant à cette cour jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2013/204065]

Rechterlijke Macht

Hof van beroep te Luik

Bij beschikking van 19 maart 2013 werd de heer Cavenaile, P., door de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik, aangewezen, vanaf 1 augustus 2013, om het ambt van plaatsvervangend magistraat in dit hof uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09324]

Errata

Au *Moniteur belge* du 25 juin 2013 :

page 40486, ligne 23, le texte :

« Peuvent postuler les candidats satisfaisant aux conditions de l'art. 262, § 2 (greffier en chef), l'art. 263, § 2 (greffier-chef de service) ou de l'art. 266, § 2 (secrétaire-chef de service) du Code judiciaire et en possession d'une attestation de réussite d'une sélection comparative de promotion vers la classe A3 (BFE10153 ou BFE10163/BDE10163) ou la classe A2 (BFE10155 ou BFE10164). »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09324]

Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 2013 :

bladzijde 40486, regel 24, wordt de tekst :

« Voor bovenvermelde plaatsen kan men zich kandidaat stellen wanneer men voldoet aan de voorwaarden van art. 262, § 2 (hoofdgreffier), art. 263, § 2 (griffier-hoofd van dienst) of art. 266, § 2 (secretaris-hoofd van dienst) Ger. Wetboek en men in het bezit is van een attest van slagen voor de vergelijkende selectie voor bevordering naar de klasse A3 (BNE10153 of BNE10163) of naar de klasse A2 (BNE10155 of BNE10164). »